

**LIBAN**

**Qui sont ces Canado-Libanais de retour au pays?**  
Page B 3

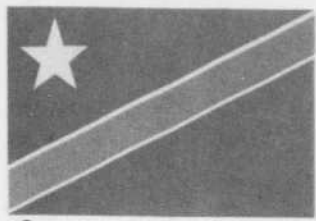


**IDÉES**

**Israël et le Québec: la bêtise de nos élites**  
Page B 5



# PERSPECTIVES



## ÉLECTIONS RDC À tâtons vers la démocratie

**Kinshasa** — Tendue à Kitchanga, fief rebelle, impossible à Mbuji-Mayi, bastion de l'opposition, colorée à Lubumbashi, capitale du cuivre, imprévisible à Kinshasa, la campagne électorale dans l'ex-Zaïre s'est dessinée à l'image d'un pays-continent et pluriel.

Acheminer les kits électoraux dans les quelque 50 000 bureaux de vote de la République démocratique du Congo, un pays grand comme l'Europe occidentale dénué de voies de communication, a relevé du défi logistique.

C'est en pirogue ou à dos d'homme que les bulletins de vote pour les 33 candidats à la présidentielle et les 9707 aux législatives de dimanche ont été transportés dans des villages reculés de l'Équateur (nord).

Cette province mangée par une dense forêt équatoriale est le berceau de la famille Mobutu, dont le fils Nzanga brigue la présidence, et le réservoir de voix de l'ex-rebelle Jean-Pierre Bemba.

Walikale, un vaste territoire du Nord-Kivu (est), n'a qu'une seule route. «Il faudra jusqu'à cinq jours de marche pour rapatrier les résultats de certains centres de vote», selon la Commission électorale indépendante.

Pour les candidats, l'enclavement n'a été qu'un obstacle parmi d'autres.

Saignés par la guerre (1996-2003), les deux Kivus restent en partie sous la tutelle de miliciens locaux, rebelles étrangers ou militaires renégats qui y font régner la terreur.

À Kitchanga (Nord-Kivu), il faut être Tutsi pour pouvoir présenter son programme. Dans ce fief du général dissident Laurent Nkunda, seul le vice-président Azarias Ruberwa, issu du même mouvement rebelle prorwandais que lui, a pu tenir une rencontre.

«C'est difficile de faire campagne ici, à cause du tribalisme», déplore-t-il à l'approche des scrutins un candidat hutu.

Militer dans la cité diamantifère de Mbuji-Mayi (Kasaï oriental, centre) s'est révélé presque impossible. Ce bastion de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS, opposition) n'a eu qu'un mot d'ordre: le boycottage d'élections qualifiées de «truquées» et téléguidées par l'Occident pour faire élire le président-candidat Joseph Kabila.

On y a distribué tracts et t-shirts dans la clandestinité, et le président de la République a dû tenir sa rencontre à l'aéroport, loin des quartiers chauds. Seul l'outsider Oscar Kashala, fraîchement rentré des États-Unis mais originaire du Kasaï, a échappé aux caillassages de bienvenue.

VOIR PAGE B 3: ÉLECTIONS



La milice du Mouvement pour la libération du Congo tente de contenir des partisans brandissant des pancartes à l'effigie de Jean-Pierre Bemba, candidat aux élections de demain, les premières depuis l'indépendance de la RDC, en 1960.

### Élections en République démocratique du Congo

# L'un des points forts du processus de démocratisation du pays

Pour la première fois depuis l'indépendance en 1960, les Congolais auront demain l'occasion de choisir leurs dirigeants. Le fait est historique en soi. Il revêt aussi une grande importance pour le continent africain. La République démocratique du Congo (ex-Zaïre et ex-Congo belge) est un immense pays de plus de 62 millions d'habitants, riche en matières premières diverses.

CLAUDE LÉVESQUE

**Lubumbashi** — Aruni Kitef, 32 ans, est le chef naturel d'un groupe d'une dizaine de «creuseurs artisanaux» qui tamisent des résidus aux abords d'une mine de cuivre près de Likasi, dans la province du Katanga. Il possède sa carte d'électeur et se propose d'aller voter, même s'il ne s'est pas encore informé sur l'emplacement du bureau de scrutin où il est inscrit.

Il n'a aucune idée des résultats que produira cette consultation multipartite, la première depuis 1960. «Ça va être difficile, mais ça ira bien si Dieu le veut», affirme-t-il. «Nous voulons manger, avoir du travail et une situation meilleure au lieu de souffrir comme maintenant», répond-il quand on l'interroge sur ses attentes.

Aruni et ses collègues réussissent à gagner entre dix et vingt dollars par jour en vendant leurs lourds sacs de minerai à des négociants. Ils travaillent dans la poussière sans aucune protection et doivent payer pour se rendre à l'hôpital en cas de blessures.

Avec son cuivre et son cobalt, le

Katanga est la principale région minière du pays, qui compte également des gisements dans d'autres provinces, par exemple de diamant dans le Kasaï (centre), ainsi que d'or et de coltan (produit utilisé pour les composants informatiques) dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu (est).

Nationalisées dans les années 1960, les mines congolaises généraient la majeure partie des revenus de l'État à leur apogée au milieu des années 80, avant d'être laissées à l'abandon, puis en grande partie privatisées, récemment, sur les conseils de la Banque mondiale, avec licenciements massifs à la clé.

Aujourd'hui, l'État n'en retire plus grand-chose, tandis que les mineurs artisanaux payés au rendement représentent le gros de la main-d'œuvre du secteur. On estime leur nombre à plus de 100 000 dans la seule province du Katanga, dont 40 % d'enfants parfois très jeunes. En dehors de ses villes principales, le Katanga ressemble d'ailleurs à un mélange d'images tirées de *Tintin au Congo* et de l'histoire du Far West américain.

Les élections de demain repré-

sent, sinon l'aboutissement, du moins l'un des points forts du processus de démocratisation du pays prévu par les accords de Sun City et de Pretoria (avril et décembre 2002), qui ont mis fin, officiellement, à sept années de guerres civiles et extérieures ainsi qu'à la partition *de facto* du pays. Les conflits ont fait près de quatre millions de morts, directement et indirectement, forçant un million et demi de personnes à se déplacer à l'intérieur des frontières et 300 000 autres à trouver refuge à l'étranger.

Déjà, à la fin de 2005, la population congolaise avait voté assez massivement en faveur d'une nouvelle constitution à l'occasion d'un référendum.

Les élections se dérouleront dans un pays grand comme le Québec et l'Ontario réunis, fort de 62,6 millions d'habitants, dont 28 millions d'électeurs inscrits; un pays riche en minerais de toutes sortes, en bois tropicaux précieux, et doté d'un potentiel agricole remarquable, mais pratiquement privé d'infrastructures dignes de ce nom.

Arrivé au pouvoir en janvier 2001 après l'assassinat de son père dans des circonstances qui demeurent mystérieuses, le président Joseph Kabila brigue un premier mandat populaire. Il affronte

pas moins de 33 candidats, dont trois femmes.

Ses plus sérieux adversaires sont deux des quatre vice-présidents qui se partagent le pouvoir en vertu du processus de transition lancé à Pretoria, soit Jean-Pierre Bemba et Azarias Ruberwa, auxquels s'ajoute Pierre Paypay. MM. Bemba et Ruberwa sont des chefs de guerre — disons plutôt des ex-chefs de guerre — dont les milices, appuyées respectivement par l'Ouganda et le Rwanda voisins, ont commis de nombreuses exactions.

Elles n'ont pas encore été complètement désarmées.

Des élections législatives sont également prévues. Quelque 213 partis et coalitions y ont inscrit des candidats. En comptant aussi les nombreux indépendants, on arrive à un total de 9647 candidats pour pourvoir 500 sièges de députés.

La RDC, alors appelée Zaïre, a connu une première période d'ouverture démocratique à la fin de la guerre froide au début des années 1990. Le dictateur Mobutu Sese Seko, qui dirigeait le pays d'une main de fer depuis qu'il s'était emparé du pouvoir en 1965, n'avait pas vraiment joué le jeu que la communauté internationale lui imposait, encourageant les fonctionnaires et les militaires à piller le pays, selon cette

maxime bien connue: «après moi le déluge». De nos jours encore, les serviteurs de l'État ne sont ni suffisamment ni régulièrement payés, ce qui a mené à une privatisation tout azimuts des services publics. Par exemple, les gens qui tiennent aujourd'hui à faire instruire leurs enfants doivent la plupart du temps payer de leur poche les salaires des enseignants. Rien d'étonnant au fait que le taux d'analphabétisme, jadis le plus faible de l'Afrique centrale, ait grimpé au cours de la dernière décennie.

Les suites du génocide rwandais de 1994 ont fait de l'ex-Congo belge le théâtre d'une longue guerre régionale, à laquelle, outre le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi, l'Angola, le Zimbabwe et le Tchad se sont mêlés.

Le Front patriotique rwandais du Tutsi Paul Kagame, qui avait réussi à prendre le pouvoir dans son pays après le génocide, a lancé en 1996 ses troupes et leurs auxiliaires congolais à la poursuite des génocidaires, mais aussi des civils hutus qui les accompagnaient en exil dans ce qui s'appelait alors le Zaïre.

C'est dans ces circonstances que le père de l'actuel président, Laurent Désiré Kabila, a réussi à renverser Mobutu (en mai 1997), avec l'aide du Rwanda et de l'Ouganda. Kabila père appartenait depuis des lustres à un mouvement armé luttant contre le vieux dictateur.

VOIR PAGE B 2: CONGO

## Améliorez vos perspectives de carrière.

Réalisez votre potentiel et allez de l'avant grâce aux programmes d'études à temps partiel et cours du soir crédités offerts dans les disciplines suivantes :	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Comptabilité</li> <li>▶ Fiscalité et Trésorerie-finances</li> <li>▶ Commerce électronique et Systèmes d'information</li> <li>▶ Commerce international</li> <li>▶ Gestion de la santé et Services sociaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Ressources humaines</li> <li>▶ Gestion de la production</li> <li>▶ Relations publiques</li> <li>▶ Transport et logistique</li> <li>▶ Leadership</li> <li>▶ Marketing</li> <li>▶ Traduction</li> </ul>
---	--	--

«...C'est un merveilleux sentiment que de relever un défi et d'atteindre l'objectif fixé. Faire un retour aux études après l'âge de 30 ans, tout en occupant un poste à temps plein, était plutôt angoissant. Grâce aux professeurs chevronnés et aux cours bien structurés de McGill, j'ai non seulement perfectionné mes habiletés, mais j'ai également bâti un vaste réseau avec d'autres étudiants et noué quelques solides amitiés.»

Danielle Hammond, diplômée de 2005

[www.mcgill.ca/conted](http://www.mcgill.ca/conted)  
514) 398-6200

**McGill**  
Centre d'éducation permanente

• PERSPECTIVES •



Jean Dion

## Des nouvelles de tout le monde

Un citoyen qui n'a jamais rien fait de croche de toute sa vie s'est dit «écœuré» par les histoires de tricherie qui gangrèment le monde.

«Avant, c'était pas de même. Avant, les gens étaient honnêtes», a commenté le citoyen, qui s'est cependant dit dans l'impossibilité de préciser à quel moment avait pris fin la période désignée sous le terme «avant». «Mettons que c'était pas aujourd'hui. Aujourd'hui, tout le monde fourre tout le monde», a-t-il relaté, sans toutefois être en mesure de fournir des preuves quant à l'identité de «tout le monde» mais en expliquant que lui-même n'en faisait pas partie.

Le citoyen s'est exprimé ainsi après avoir appris que le gagnant de la course de bicyclettes avait pris de la drogue. «Je le savais qu'il était dopé, mais je trouve ça écoeurant pareil. Un, c'est pas juste pour les autres coureurs. Et deux, pendant que les journalistes sont tous après lui, ils parlent pas du monde qui vole l'impôt et les assurances et qui roule trop vite sur les routes et qui fait des affaires que je peux même pas dire en dessous de la table», a-t-il déclaré.

Le citoyen a interrompu sa virulente sortie pour regarder un peu de football américain, un sport, dit-il, où «c'est pas parce que les gars sont gros qu'ils consomment du dopage de cochonneries». Il a ensuite écouté un discours de politicien dont il s'est dit persuadé de la véacité de chaque phrase — il s'agissait du chef de son parti préféré —, puis il a vérifié dans son ordi s'il avait reçu des réponses à sa petite annonce personnelle où il s'est présenté comme un «H., âge de la sagesse, grand, passionné, viril, aimant sorties, discussions, cinéma, théâtre, danse, poésie, plein air, à l'aise financièrement, ayant fait une croix sur son passé, tendre, affectueux, excellent cuisinier, drôle, enjoué, sportif, bricoleur, philanthrope, fidèle, ch. F. semblable pour aimer la vie à deux. Amitié seulement d'abord.»

Sa boîte étant vide, le citoyen a tenu à signaler que «le monde c'est d'a chnoute». «Tu vois bien que j'avais raison.»

Le citoyen a ajouté que, contrairement à d'autres personnes qu'il préfère ne pas nommer pour pouvoir continuer à ne pas avoir peur la nuit, lui n'a rien à cacher et qu'il est donc favorable à toutes les lois gouvernementales ayant pour effet de restreindre la protection des renseignements privés. «Ceux qui sont contre, c'est parce qu'ils ont pas la conscience en paix», dit-il. Et s'il n'a pas inclus sa photo dans sa petite annonce personnelle, ajoute-t-il, «c'est parce que ce n'est pas important. L'important, c'est la personnalité.»

En ce qui a trait à la course de bicyclettes, le citoyen a quand même trouvé le moyen de se réjouir des progrès de la lutte contre les tricheurs. «C'est ce qu'ils ont dit à la TV: en pogner un, c'est toujours mieux que zéro. S'ils l'ont dit à la TV, ça doit être vrai», a-t-il confié. Invité à dire en quoi il pouvait être utile de pincer un seul coureur, fût-il le champion, alors que tous sont dopés (puisqu'il est d'avis que tout le monde est coupable de quelque chose sauf lui), le citoyen a répondu que là n'était pas la question.

«La vraie question, la vraie affaire, c'est que c'était mieux avant. Avant, ben, c'était avant», a conclu le citoyen avant d'aller passer quatre-vingt heures à ne rien faire sur Internet.

Les premiers ministres provinciaux réunis au sein du Conseil de la fédération n'ont pas réussi à établir un consensus dans le dossier de la péréquation, mais l'impasse n'est pas due à des questions financières, a-t-on appris de sources particulièrement abscondes.

En fait, si l'on n'a rien compris, il s'agirait plutôt d'un problème sémiotique fondamental, s'est-on regardé en écarquillant les yeux lors du sommet terre-neuvo-labradorien sur le sujet.

«Personnellement, je ne sais même pas ce qu'est la péréquation», a déclaré un élu en soutenant que, s'il y avait entente, celle-ci s'était faite autour de cette ignorance. «On m'a dit que la péréquation était importante pour l'unité nationale, qu'elle fait partie des valeurs fondamentales du Canada, que sans elle on serait aussi bien de tous aller vivre au Bhoutan, ou alors en Alberta. Mais de quoi s'agit-il au juste? Je n'en ai pas la moindre idée. Pas la moindre.»

L'un de ses collègues, plus studieux, a ajouté que, «dans péréquation», il y a «équation», mais ça ne veut pas dire grand-chose puisque depuis la Charte des droits et libertés, tout est égal au Canada. Et il y a ce «pér» qui me chiffonne. Est-ce le «pér» d'«espérer», de «péripétie» ou d'«apéritif», fouillez-moi. Là-dessus, vous m'excuserez, j'ai un cocktail.»

Pour sa part, un troisième premier ministre, interrogé lui aussi sur la signification de la péréquation, a répondu que c'était «la question la plus stupide qui m'ait jamais été posée. Je ne ferai donc aucun commentaire.»

Selon un analyste, le problème, si problème il y a, vient du fait qu'en plus des élus, strictement personne ne sait ce qu'est la péréquation. Le sujet n'est donc jamais abordé en campagne électorale parce que tout le monde y trouverait matière à somnolence. Et les politiciens, qui ont comme unique préoccupation de conserver le pouvoir, ne s'y intéressent pas plus pendant leur mandat. Une thèse confirmée par un autre premier ministre.

«Vous me voyez, au bout de quatre ans, arriver devant la péréquation? Je ferais rire de moi ben raide», a dit celui-ci après avoir requis l'anonymat. «Et je ne pourrais pas dire: "Chers amis, j'ai réglé le problème de la péréquation" parce que chacun sait qu'il s'agit d'une question insoluble puisque tous ignorent de quoi il s'agit.»

A cette assertion, un cinquième premier ministre a tenu à rétorquer qu'au contraire, «il est très possible de faire campagne en disant qu'on a résolu la péréquation, parce que nul ne sait ce que c'est. En revanche, cela ne donne rien en votes parce que tout le monde se fout de la péréquation, ne sachant de quoi il s'agit.»

Comme bien d'autres choses incomprises, la péréquation demeure toutefois un «dossier» qui, s'il est mal ajusté, peut donner lieu à une forme de déséquilibre fiscal.

«Et le déséquilibre fiscal, je tiens à dire que c'est moi qui ne sais pas ce que c'est», a dit le fédéral qui passait par là.

# L'axe Paris-Washington: une des clés du drame libanais

CHRISTIAN RIOUX

L'échec de la conférence de Rome cache-t-il certains progrès plus réels qu'il n'y paraît? L'hypothèse n'est pas exclue, alors que l'idée d'une force d'interposition fait lentement son chemin pour mettre fin à l'affrontement déclenché le 12 juillet dernier par l'incursion du Hezbollah en Israël et l'enlèvement de deux soldats israéliens.

Les pays participant à la conférence de Rome ont beau être repartis bredouilles, la constitution d'une telle force ne semble plus susciter d'opposition ferme. «L'idée d'une force internationale dans la région est une nouveauté absolue», déclarait au quotidien *Le Monde* le ministre italien des Affaires étrangères Massimo D'Alema. Israël s'y était toujours opposé. Washington aussi.

Reste évidemment à en définir la mission et le commandement. Alors que les Européens poussent pour un cessez-le-feu rapide, les États-Unis veulent laisser le temps à Israël de marquer le plus de points possible sur le terrain avant de passer la barre à une force internationale. Or on sait déjà que c'est dans le débat entre l'Europe et Washington que la solution pourrait lentement émerger.

À Rome, la secrétaire d'État américaine semblait s'être finalement rendue aux arguments français et allemands s'opposant à une action de l'OTAN dans la région pour favoriser une mission de l'ONU dont les acteurs principaux seraient européens. Incapable de faire accepter l'idée d'un cessez-le-feu rapide, la France a soumis cette semaine à ses partenaires du Conseil de sécurité de l'ONU un mémorandum prévoyant la création d'une «zone tampon» à la frontière israélo-libanaise. Le texte développe le projet exposé dans ses grandes lignes mercredi à Rome, lors de la conférence internationale sur le Liban, par le ministre français des Affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy. Le document devrait servir de base à un projet de résolution qui pourrait être déposé dès le début de la semaine prochaine au Conseil de sécurité, dont la France assume actuellement la présidence.

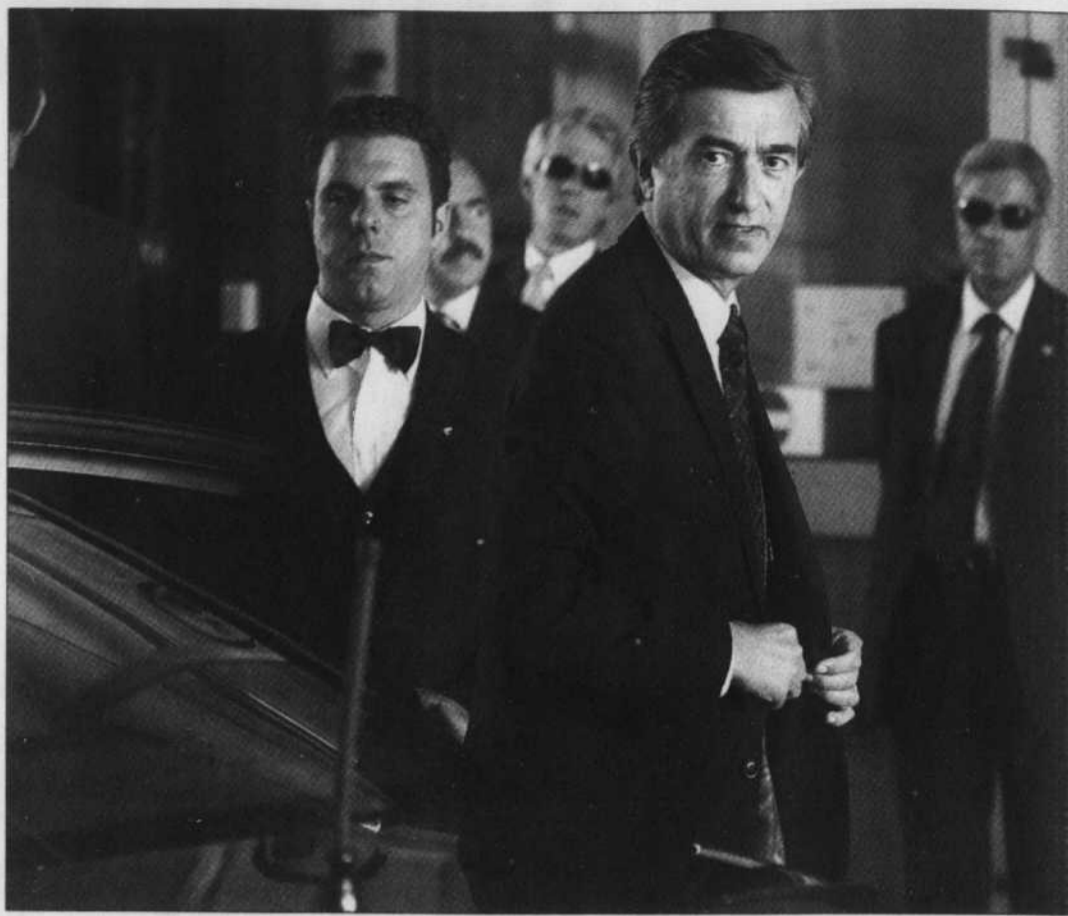
Parallèlement, George W. Bush et Tony Blair devraient examiner cette fin de semaine un projet de résolution prévoyant un cessez-le-feu et le déploiement en deux temps d'une force multinationale. Selon le *Guardian*, dans la première phase Israël et le Liban accepteraient un cessez-le-feu et une force multinationale réduite se déploierait à leur frontière, permettant le retrait de l'armée israélienne du Liban. Dans un second temps, une force de 10 000 à 20 000 hommes serait chargée de mettre en œuvre la résolution 1559 et de désarmer des milices du Hezbollah.

De son côté, selon le *Jerusalem Post*, la secrétaire d'État aurait suggéré à Israël d'envisager de se retirer des fermes de Shaba, un territoire revendiqué par le Liban mais toujours occupé par Israël. Ce retrait permettrait au Liban de sortir du conflit en revendiquant une victoire. La portion de terre de 260 kilomètres carrés serait confiée à la force internationale afin d'être rendue au Liban. Reste à trouver la façon de présenter la chose afin que ce retrait ne soit pas interprété comme une victoire du Hezbollah et qu'il ne provoque pas la colère de la Syrie, qui revendique aussi ce bout de terre.

### La France incontournable

Plus les jours passent et plus il apparaît que les points de vue européen et américain sur la question libanaise ne sont pas absolument antagonistes. L'alliance entre Paris et Washington pourrait même être une des clés de la résolution du conflit libanais, comme elle l'avait été l'an dernier, à la suite de l'assassinat de Rafik Hariri, lorsqu'il s'est agi de forcer la Syrie à se retirer du Liban.

Sans le crier sur les toits, Washington semble admettre l'idée qu'aucune solution au Liban ne peut se passer de la France, protecteur traditionnel du pays et dont l'autorité morale peut à la fois s'imposer aux chrétiens et aux populations musulmanes.



Le ministre français des Affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy, lors de son arrivée au palais Farnesina, où a eu lieu la conférence de Rome.

Contrairement au Canada qui s'est rangé dans le camp américain, la France a soigneusement fait attention de se poser en critique de la réaction «démessurée d'Israël» tout en reconnaissant son droit absolu de se défendre. Le ministre français des Affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy, a pris soin de se rendre à Beyrouth, où se porte naturellement la solidarité française, mais de visiter aussi Haïfa, dont la population civile est victime des roquettes du Hezbollah.

Jacques Chirac se refuse à traiter cette organisation de terroriste mais n'hésite pas à dénoncer la manipulation de Damas et de Téhéran. L'opposition de la France à l'armement nucléaire de l'Iran et sa détermination à en appeler au Conseil de sécurité après la rupture des discussions avec Téhéran avaient achevé l'an dernier de rapprocher Paris et Washington. Comme l'écrit l'éditorialiste du magazine *Le Point*, Claude Imbert, l'attitude du gouvernement américain a beaucoup changé à l'égard de la France: «L'inflexion, plutôt heureuse, de notre politique rencontre, à Washington, une perception moins fruste depuis que l'enlèvement américain en Irak bride les tranche-montagnes du Pentagone». Ces jours-ci, George W. Bush et Condoleezza Rice ne doivent-ils pas subir les foudres des néoconservateurs pour leur attitude conciliante dans la région? Le chroniqueur de droite Max Boot, du Conseil des relations extérieures, leur reproche ouvertement de «voir les négociations multilatérales comme une fin en soi».

### Une force «européenne»

Il semble aujourd'hui à peu près certain qu'une force d'interposition au Liban comprendra un fort contingent européen. Son commandement pourrait même revenir à Paris. Les États-Unis et la Grande-Bretagne, déjà très engagés en Irak et en

Afghanistan, ont déjà annoncé qu'ils n'y participeraient pas. Les principaux acteurs seront donc européens. On pense à l'Allemagne et à l'Italie, auxquelles pourraient se joindre la Russie et la Turquie.

Ce n'est pas un hasard si les leaders saoudiens, qui préparent déjà la reconstruction du Liban et soutiennent la monnaie libanaise, ont récemment visité Paris et Washington. Dans les deux capitales, ils ont discuté des stratégies nécessaires afin de combattre l'influence de l'Iran dans la région et de ramener la Syrie à de meilleures intentions. Les dirigeants saoudiens ont plaidé pour un cessez-le-feu immédiat et qualifié d'«aventuriste» la capture par le Hezbollah de deux soldats israéliens. Quelques jours plus tard, devant ses pairs arabes réunis au Caire, le prince Saoud al-Fayçal, chef de la diplomatie saoudienne, était sorti de ses gonds. À l'adresse de son homologue syrien Walid al-Moallem, qui disait «rêver» d'une position arabe unanime de soutien au Hezbollah et au Hamas, il avait rétorqué: «*Vos rêves sont des chimères diaboliques.*»

On voit mal qui mieux qu'un contingent principalement européen pourrait travailler avec les forces libanaises à créer une zone tampon séparant le Hezbollah d'Israël et à contrôler la frontière libano-syrienne, par où transitent les armes destinées au Hezbollah. La France est aussi la mieux placée pour faire appliquer la résolution 1559 et désarmer le Hezbollah. Mais désarmer le Hezbollah ne sera pas une mince affaire. Il faudra en passer d'abord par un accord politique au sein même des forces libanaises, a déclaré Jacques Chirac. Bref, il y a encore loin de la coupe aux lèvres.

Correspondant du Devoir à Paris

## CONGO

SUITE DE LA PAGE B 1

Établi pendant de longues années dans un maquis situé près du Rwanda et de l'Ouganda, il avait eu le temps de tisser des relations politiques et d'affaires avec les élites de ces deux pays. C'est aussi dans cette région que Joseph Kabila serait né.

Une fois au pouvoir, Kabila père avait exigé le départ de ses protecteurs.

Le scrutin de demain, qualifié d'historique, est important pour le développement de la région des Grands Lacs africains et même de l'ensemble du continent.

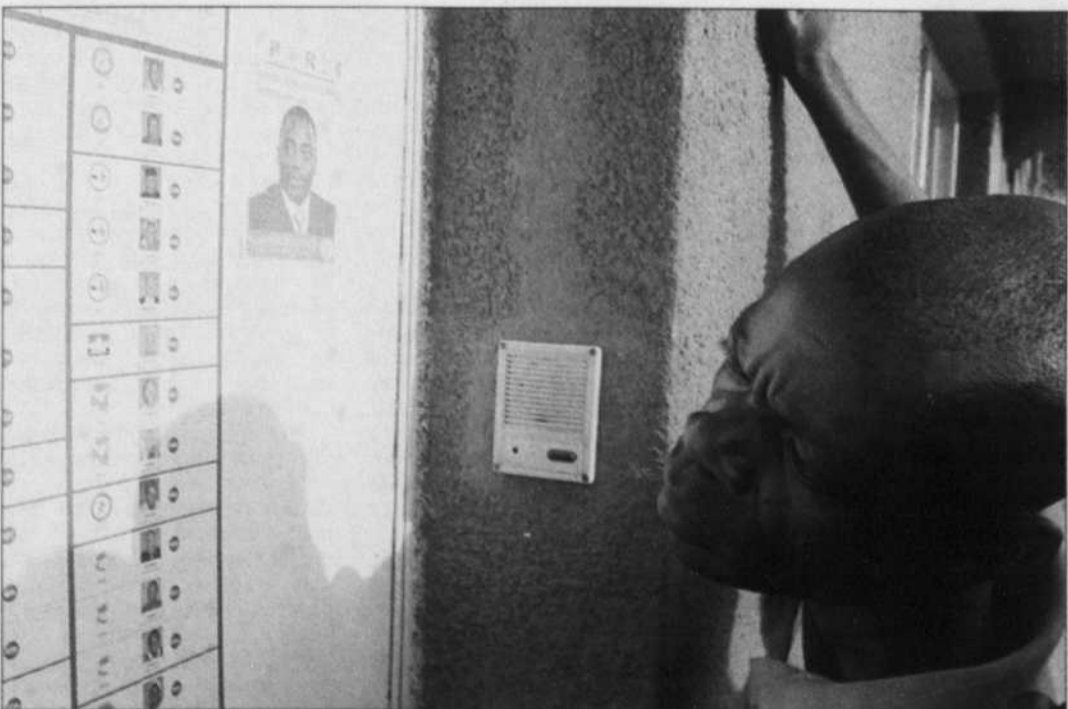
«La stabilité de la RDC est un enjeu fondamental parce que, dans la région, tout passe par chez nous», note Beaudouin K. Hamuli, directeur général du Centre national d'appui au développement (une ONG) et délégué à la Conférence de la société civile sur la sécurité dans la région des Grands Lacs. Nous disons que le *Nepad* [le Nouveau Partenariat pour le développement en Afrique] ne marchera pas si la RDC ne joue pas un rôle de plaque tournante et même de moteur.»

«Le Congo a les ressources et la situation stratégique pour jouer ce rôle», ajoute M. Hamuli.

L'Afrique du Sud projette de contribuer à la construction d'un nouveau barrage sur le fleuve Congo, qui alimenterait en électricité l'Afrique australe. Il est également question de construire des lignes de haute tension vers les pays du Sahel, au nord. La reconstruction (ou la construction) de routes en RDC aiderait en outre les pays enclavés de la région à rejoindre de nouveaux marchés étrangers.

Il est difficile de prévoir les résultats de l'élection présidentielle en raison de l'impossibilité de mener des sondages ayant une valeur scientifique. Alors que Joseph Kabila était donné gagnant au premier tour il y a peu, la possibilité d'un deuxième tour opposant le président sortant à Jean-Pierre Bemba ou à Pierre Paypay est de plus en plus considérée comme probable.

Dans l'éventualité d'un second tour, l'attitude d'Étienne Tshisekedi, politicien de premier plan qui s'est exclu du processus électoral, sera à surveiller.



Au Sud-Kivu, un électeur étudie la liste des candidats aux élections de demain.

Petit détail à signaler: ni la date ni le financement d'un éventuel second tour n'ont été prévus.

M. Kabila partait certes gagnant dans cette campagne, ne serait-ce que parce que la nouvelle loi électorale ne prévoit rien sur les dépenses électorales et le financement des partis et des candidats. Au Congo, il faut savoir que pouvoir et argent sont la plupart du temps synonymes. Dans Kinshasa, la capitale nationale, d'innombrables banderoles et affiches vantent les mérites de tous les candidats, mais celles du président sortant dominent nettement le paysage. De même que sa visibilité à la télévision, publicités et reportages confondus, est très supérieure à celle de ses adversaires.

Le processus électoral a coûté jusqu'ici quelque 430 millions (et non 480 millions), essentiellement souscrits par la communauté internationale. Le rôle de cette dernière, par l'entremise des Nations unies ou autrement, est assez souvent critiqué, particulièrement par les candidats les plus susceptibles de

sortir perdants de la consultation.

D'autres voix, plus désintéressées, ont déploré que les fonds disponibles pour l'éducation civique, pourtant une activité de première importance pour une population de néophytes en démocratie, ont tardé à être décaissés.

Le programme de désarmement et de démobilisation des milices, quoique adéquatement financé de l'avis général, connaît de sérieux retards. Cela fait craindre des troubles de la part des partisans de candidats déçus qui gardent encore des hommes armés sous leurs ordres.

Le Devoir

Claude Lévesque se trouve en République démocratique du Congo à l'invitation de Développement et Paix

## PERSPECTIVES

Conflit au Liban

## Qui sont ces Canado-Libanais de retour au pays ?

Les mobilisations massives pour que cesse le conflit entre Israël et le Liban qui a fait déjà près de 600 victimes, dont les trois quarts du côté libanais, ont braqué les projecteurs sur la communauté libanaise du Canada, estimée à un quart de million. Près de 20 % des Canadiens d'origine libanaise se trouvaient au Liban au moment de la conflagration. De quoi susciter des interrogations.

LISA-MARIE GERVAIS

Une multitude de petits commerces hétéroclites portant des inscriptions en arabe et en français se succèdent de part et d'autre du boulevard de l'Acadie. Au cœur de l'artère, une petite foule se presse aux portes de l'épicerie libanaise Adonis, littéralement une institution emblématique de la libanité dans le paysage montréalais. « Bienvenue à Ville-Saint-Liban! », comme se plaisent à dire ceux qui habitent l'arrondissement de Saint-Laurent.

À voir ce quartier bourdonner de gens s'exprimant en arabe, il est difficile de ne pas se croire au pays du Cèdre. Et pour cause, la région montréalaise concentre 89 % de tous les Libanais d'origine, soit environ 45 000 personnes, principalement installées dans les arrondissements de Saint-Laurent, Ahuntsic-Cartierville et Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. C'est également dans la métropole, plus particulièrement dans le Vieux-Montréal, que les premiers immigrants syro-libanais ont d'abord choisi de s'installer en 1882. Dès lors, une longue tradition d'immigration est venue enrichir la mosaïque culturelle d'un océan à l'autre. Alors que Statistique Canada recensait 143 635 citoyens canadiens d'origine libanaise en 2001, le ministère des Affaires étrangères les évaluait à 250 000.

Éuvrant d'abord comme colporteurs à leur arrivée à la fin du siècle dernier, de nombreux Libanais ont battu la semelle à Ottawa, Sherbrooke et même au Lac-Saint-Jean. Si bien qu'en 1901 environ 2000 Syro-Libanais avaient démenagé leurs pénates au Canada. Par la suite, une politique restrictive dite d'immigration « anti-asiatique » — qui visait principalement le Moyen-Orient — a quelque peu freiné les ardeurs des nouveaux arrivants jusqu'au milieu des années 50.

Cette tendance migratoire à la baisse s'est toutefois inversée pendant la guerre civile (1975-90). Une vague d'émigration massive de Libanais est alors venue grossir les rangs de la communauté déjà fort nombreuse au Québec, et plus particulièrement à Montréal. « À partir de 1986, l'immigration s'est diversifiée sur le plan religieux. Essentiellement des professionnels chrétiens issus des 19 confessions reconnues par l'État, les nouveaux arrivants étaient également musulmans », souligne Karim Lebnan, auteur un mémoire sur l'identité libanaise au département d'histoire de l'Université de Montréal.

## La bosse des affaires

« Jusque tout récemment, l'intégration économique des Libanais se faisait très bien et ils se situaient au-dessus de la moyenne canadienne pour le revenu médian », note M. Lebnan, qui est maintenant contractuel à Statistique Canada. Au risque d'alimenter les stéréotypes, il n'est pas un endroit dans le monde où il n'y ait un Libanais qui ait quelque chose à vendre, remarque-t-il. Détenteurs de petits commerces, notamment dans le domaine du textile et de la restauration, plusieurs membres de la

communauté ont la réussite dans des entreprises d'envergure comme Cedar, Clic, Amir et compagnie. « Les Libanais ont toujours été pro-marché libre. Ils aiment à projeter cette image qu'ils viennent du plus libéral des pays arabes », estime M. Lebnan, né d'un père libanais et d'une mère québécoise.

Pourtant, certains ont connu le « choc de l'Amérique » à leur arrivée. « Beaucoup de Libanais qui avaient baigné dans la culture française s'attendaient à retrouver la même chose qu'en France. Ils se sont heurtés à l'américanité », souligne-t-il. Selon lui, l'intégration des immigrants varie selon le bagage culturel et l'appartenance à un groupe. « Les Libanais sont très différents les uns des autres, il n'y a pas de ciment fort notamment sur le plan culturel. Il y a même des Libanais plutôt individualistes pour qui seule la réussite compte. Ces gens-là ne vont pas aux manifestations et sont complètement déconnectés de la vie de la communauté. Une bonne partie d'entre eux ne se reconnaît pas dans le conflit israélo-palestinien », soutient Karim Lebnan, diplômé d'études cinématographiques à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth. « La conscience commune est plutôt liée aux mœurs, à la sensibilité et les rapports familiaux qu'on se retrouve », dit-il.

## 50 000 Canadiens au Liban

Pressé de toute part de réagir à la crise israélo-libanaise, le gouvernement du Canada a dû entreprendre la semaine dernière la plus vaste opération d'évacuation de son histoire, environ 50 000 citoyens canadiens se trouvant en territoire libanais. Pourquoi près de 20 % de la diaspora s'y trouvait-elle à ce moment précis de l'été? « Beaucoup ont réellement cru en la paix qui régnait depuis un certain temps et en ont profité pour aller visiter leurs proches et amis », croit Hatem Hariri, ancien président du centre islamique de Montréal. Il estime à 1,5 million le nombre de Libanais ayant émigré ailleurs dans le monde qui font chaque année un retour aux sources. « Depuis que la plupart des compagnies aériennes ont recommencé à effectuer la liaison, il est tout naturel pour eux de retourner au pays pour prendre des vacances », confirme Elie Moujaès, rédacteur en chef du journal *Al-Akhar*, tiré à 25 000 exemplaires à travers le Canada.

Certains ont choisi de quitter le Canada après avoir obtenu leur citoyenneté en raison des difficultés d'intégration, note pour sa part Marie-Joëlle Zahar, professeur au Département de sciences politiques de l'Université de Montréal. « Le Canada est un pays qui veut des immigrants qualifiés mais qui a du mal à les intégrer au niveau professionnel. Beaucoup de gens se sont retrouvés dans des professions peu ou mal payées, constate-t-elle en ajoutant qu'il n'est pas rare de voir des ingénieurs gérer



Un Libanais de Montréal écoute les nouvelles de son pays d'origine au Café Beyrouth, dans l'arrondissement de Saint-Laurent.

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

des pizzérias. Quand la situation s'est améliorée au Liban, ils ont fait un calcul économique et en sont venus à la conclusion que rentrer au pays était la meilleure chose pour subvenir à leurs besoins et assurer l'avenir de leurs enfants.» Selon Mme Zahar, non seulement un médecin gagnerait plus au Liban que s'il exerçait à Montréal, mais il bénéficierait également d'une situation plus avantageuse en matière d'impôt.

À ce jour, à peine 10 000 ressortissants canadiens ont été rapatriés par les autorités canadiennes dans 34 avions, sans compter ceux qui sont rentrés par leurs propres moyens. Et les 40 000 autres? « Plusieurs Canadiens se trouvant dans les régions touchées n'ont jamais pu se rendre au port d'où se faisait l'évacuation. Devant des routes impraticables et n'ayant aucune garantie de sécurité, les gens ont préféré ne pas bouger », affirme Mme Zahar.

Pour d'autres, bien qu'il ait été difficile à faire, un choix s'imposait. « Qui peut vraiment savoir pourquoi les gens décident de ne pas partir? Il y a sans doute des gens qui ont décidé de rester car ils ont des parents trop vieux qu'ils ne veulent pas laisser seuls. D'autres ont fait des investissements qu'ils souhaitent garder à l'œil », avance-t-elle en ajoutant que pour certains partir reviendrait à abandonner leur pays et à le laisser aux mains de l'envahisseur.

## Polémique sur la double citoyenneté

Selon les dernières données de la Croix-Rouge, sur les quelque 10 000 personnes rapatriées dans la trentaine d'avions nolisés par le gouvernement, environ 2500 personnes sans ressources ont eu besoin d'une as-

sistance immédiate à leur arrivée à l'aéroport Montréal-Trudeau. Si environ 1000 personnes étaient en transit vers une autre province, quelque 1500 autres sont restées sous la coupe des organismes communautaires et des différents ministères provinciaux, notamment celui de l'Emploi et de la solidarité sociale, qui leur ont fourni une aide financière et un logement. Selon Christian Therrien, porte-parole de Services Québec, il est fort probable que la plupart de ces arrivants dépourvus de famille et de foyer, ne soient plus résidents du Canada depuis un certain temps.

Dans les faits, un citoyen qui ne réside plus au Canada et n'y paie plus d'impôt recouvre presque immédiatement ses privilèges lorsqu'il revient au Québec, notamment en ce qui concerne les soins de santé. En vertu d'une disposition législative (art. 4.2), tout Canadien rapatrié au pays n'a pas à subir de délai de carence. « À condition que la personne soit admissible, qu'elle prouve qu'elle a l'intention de rester ici, par exemple », assure Rita Leblanc de la Régie d'assurance maladie du Québec.

« Ça donne l'impression que certains Canadiens reviennent pour profiter du système, a dit Mme Zahar en faisant allusion aux critiques reliées à la double nationalité. Pourtant, ce n'est pas un problème qui est unique aux Canadiens d'origine libanaise. »

À titre de comparaison, selon l'ambassade du Vietnam à Ottawa, parmi les 250 000 Vietnamiens vivant au Canada, près de 25 000 auraient décidé de rentrer au pays en 2003. Une tendance qui se serait maintenue depuis.

« Je trouve malheureux que dans un moment pareil on fasse des comptes d'épicerie. Ça va contre les valeurs canadiennes que d'en faire une telle polémique », déplore Mme Zahar.

Selon elle, la crise au Liban soulève de nombreuses questions auxquelles le gouvernement devra nécessairement réfléchir, notamment pour ce qui est des accords fiscaux entre les pays et de la responsabilité du Canada envers ses ressortissants non résidents. À titre d'exemple, elle rappelle le cas de Zahra Kazemi, détentrice de la double nationalité canadienne et iranienne, qui avait été tuée sur le territoire iranien et dont la mort avait soulevé la question de la responsabilité canadienne. « Les immigrants canadiens ont-ils les mêmes droits que ceux qui sont nés au Canada? » s'interroge

Mme Zahar, sceptique.

Quant à savoir s'il y aura une recrudescence des demandes d'asile au pays à la suite de cette conflagration, il est encore trop tôt pour répondre en ce sens, selon Citoyenneté et Immigration Canada. Karim Lebnan n'est pas convaincu que le conflit conduira à une émigration ou à un retour massif des Libanais au Canada. « Pour des gens qui ont vécu 15 ans sous les bombes, ce ne sont pas quelques jours de bombardements qui les encourageront à partir », lance-t-il.

Le Devoir

**FAITES VITE !**  
QUELQUES PLACES DISPONIBLES...

AXEL KAHN  
ANDRÉ BOISCLAIR  
THOMAS J. MULCAIR  
ANDRÉE RUFFO  
JEAN-DANIEL LAFOND  
LINE BEAUCHAMP  
EDGAR FRUITIER  
FRANÇOISE DAVID  
PIERRE CURZI  
LOUISE BEAUDOIN  
et une centaine d'autres SERONT À

**L'ÉCOLE D'ÉTÉ DE L'INM**  
**Y SEREZ-VOUS ?**  
**DU 16 AU 20 AOÛT, À MONTRÉAL**  
**UQÀM**

L'itinéraire jeune L'itinéraire grand public  
POUR LES 15-30 ANS POUR LES PLUS DE 30 ANS

L'ÉCOLE  
d'ÉTÉ  
UNE ÉCOLE DE CITOYENNETÉ AUX AINS DE FESTIVAL

début  
global

Inscription : [www.inm.qc.ca](http://www.inm.qc.ca) • 514.934.5999

## ÉLECTIONS

SUIITE DE LA PAGE B 1

En revanche, à Lubumbashi, deuxième ville du pays et capitale sudiste de la province minière du Katanga, a régné une « effervescence » bon enfant.

« Il y a un réel engouement » dans l'ancienne Elizabethville, la cité « la plus organisée » du pays à l'époque coloniale, s'est réjoui Joe Sanduku, candidat de la société civile aux législatives.

Tous les murs sont placardés : grandes affiches colorées pour les principaux candidats et photocopies noir et blanc pour les autres. Dans le fief de son père, un Katangais du nord, Joseph Kabila a promis des routes et de l'électricité pour le pays.

Ce décor aurait pu être celui de Kinshasa, si la capitale n'avait pas été secouée par de brèves flambées de violence.

Chaque jour, cette mégapole de près de huit millions d'habitants a été sillonnée par des candidats distribuant généreusement casquettes, ballons et billets de banque.

Dans une ville littéralement recouverte de banderoles, il a été difficile de rater les panneaux géants du jeune président : « un grand cœur pour un



Au nord de Kinshasa, des travailleurs déchargent le matériel qui servira au vote de demain.

REUTERS

grand Congo.

Grand favori de la présidentielle, héritier à 35 ans d'un pays en ruine, Kabila a tenté de convaincre Kinshasa, où ses détracteurs ont mis en doute sa nationalité, jetant une ombre

xénophobe sur la campagne.

Mais régulièrement de jeunes militants de l'UDPS ont marché dans les rues, arrachant rageusement les affiches du président-candidat.

Jeudi, la tension est encore

montée d'un cran. Quatre morts dans des violences en marge d'un meeting de Bemba. Le corps d'un policier a été brûlé et traîné dans les rues de la ville.

Agence France-Presse

# É D I T O R I A L

## Chacun pour soi

La conférence annuelle des premiers ministres provinciaux tenue cette semaine à Saint John's s'est conclue sur un échec. Fruit de leur incapacité à élaborer une position commune à mettre en avant dans la négociation avec Ottawa de la question du déséquilibre fiscal, le gouvernement Harper aura toute la latitude voulue pour imposer un règlement à rabais de cette question.

**C**et échec était annoncé. Les premiers ministres des provinces riches, l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique, avaient à plusieurs reprises fait état ces dernières semaines de leur refus de participer à un front commun si la réforme envisagée du programme de péréquation, première étape du rétablissement d'un équilibre fiscal, était pour se faire au détriment de leurs contribuables.

Pour ne pas être surprenant, cet échec n'est pas moins désolant, car beaucoup de travail avait été fait ces dernières années pour élaborer un consensus sur cette question. Alertées par les travaux de la commission Séguin, les provinces, à force de pressions, avaient finalement obtenu d'Ottawa l'engagement de mettre en place un nouvel équilibre.

Le désaccord constaté à leur conférence de Saint John's privera les provinces du rapport de force inhérent au front commun. Ce qui aurait pu être des «exigences» exprimées unanimement se transformera en «demandes» disparates. Ce sera à chacun de faire son lobby et de faire valoir sa cause en plaçant les besoins de sa province et les avantages pour le gouvernement minoritaire de Stephen Harper d'y répondre.

L'expression «le diable est dans les détails» illustre bien ce qui est arrivé. Une fois obtenu d'Ottawa l'engagement de redresser la situation, l'étape suivante consistait pour les provinces à définir une position commune en vue des négociations devant avoir lieu cet automne. Les divergences de vue sont alors vite apparues.

L'Ontario a tout particulièrement joué les empêcheurs de tourner en rond, rejetant l'idée même d'amorcer le rééquilibrage fiscal souhaité par l'enrichissement du programme de péréquation. La province estime que les 11,7 milliards consacrés par Ottawa à ce programme suffisent pour que soit atteint l'objectif d'égaliser par des transferts le niveau des recettes fiscales de chaque province, afin que toutes puissent offrir le même niveau de services. Son premier ministre, Donald McGuinty, croit qu'il faut plutôt enrichir les paiements de transferts en santé et en éducation. Ses motifs sont simples. L'Ontario ne touche pas de péréquation, mais, comme il est la province la plus peuplée et la plus riche, il contribue par les impôts qu'y prélève Ottawa au financement de ce programme. L'effort qu'il fait est à ses yeux plus que suffisant.

Les provinces bénéficiaires de la péréquation se sont aussi butées à l'Alberta, qui a maintenu son refus que soient prises en compte les redevances touchées sur les richesses naturelles non renouvelables (le pétrole et le gaz) pour établir le niveau de sa contribution à ce programme. Sont en cause tout près de deux milliards de dollars, dont une très large part irait au Québec.

Trivialités, que ces débats sur l'argent? Le premier ministre McGuinty notait que, même dans les meilleures familles, les questions d'argent provoquent des divisions. Mais il y a aussi des principes importants en cause, sur lesquels il ne peut y avoir de compromis. Partage de la richesse, il y a ou il n'y a pas. Comme la Constitution en impose un par l'entremise de la péréquation, il ne faudrait tout de même pas aborder une telle négociation avec un esprit de marchand de tapis qui ne pense qu'à ses intérêts immédiats.

L'arbitrage de cette situation revient au premier ministre Harper, à qui la Constitution attribue toute discrétion pour définir ce partage. Objectivement, il aurait certainement préféré que ses homologues provinciaux fassent entre eux les compromis qu'il devra maintenant leur imposer. Pour lui, ce sera la quadrature du cercle, car il ne pourra ignorer les retombées politiques de ses décisions. Sur un plan strictement électoral, il ne peut se permettre de faire des mécontents en Alberta, et encore moins en Ontario et au Québec, où se trouve la clé d'un gouvernement majoritaire. Déjà, le premier ministre Jean Charest le lui rappelait en soulignant qu'il escomptait que M. Harper tienne sa promesse, faite à Québec lors des dernières élections, de régler ce problème.

Les premiers ministres provinciaux n'étant pas arrivés à «réconcilier l'irréconciliable», on peut douter que Stephen Harper y parvienne. La solution facile pour lui serait d'en donner un peu à chacun. Cela lui permettrait de dire qu'il a tenu sa promesse, mais ne réglerait pas durablement la question. Si cela était, le Québec et les autres provinces bénéficiaires de la péréquation y perdraient assurément.

bdescoteaux@ledevoir.ca



Bernard Descôteaux

### LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON  
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information JULES RICHER  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



MONNA RONA, MINISTRE FÉDÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT...  
GARMOTTE 2006-05-19 D'APRÈS DA VINCI REPRISE

### LETTRES

#### Le frère Untel et la pensée critique

J'ai eu le plaisir d'inviter Jean-Paul Desbiens comme conférencier d'ouverture d'un colloque sur le développement d'une pensée critique en éducation. Après lui avoir brossé un tableau des courants et penseurs américains sur la question, il m'avait alors mentionné que ses maîtres étaient différents: je lui avais répliqué que nous aimerions justement connaître les siens. Le résultat fut un solide exposé sur la nature, la formation et l'exercice de la pensée critique (voir *Enseigner et comprendre*, paru aux PUL en 1999).

Après avoir établi les distinctions utiles, par exemple distinguer l'esprit critique du scepticisme et du soupçon, il a introduit la formation de l'esprit critique par la phrase suivante: «L'esprit critique est l'enfant naturel de la liberté, d'une part; de la rigueur intellectuelle, d'autre part.» Alors que le courage lui apparaissait comme une des conditions de l'esprit critique, il présentait l'esprit de système et le conformisme idéologique comme deux obstacles plus rarement dénoncés et plus sournois aussi.

Dans l'exercice de l'esprit critique, feu Jean-Paul Desbiens soulignait que, dans la vie en société, l'esprit critique est un devoir quotidien à l'égard de soi-même et est également une obligation sociale, une obligation de citoyen. La dernière phrase de sa conclusion visait à montrer que la formation et l'exercice de la pensée critique ne sont pas une entreprise d'aridité et d'assèchement: «L'esprit critique est compatible avec la ferveur intellectuelle dans la mesure où, en fin de compte, il manifeste l'amour de la vérité et la quête de la rectitude morale.»

Homme de conviction et d'engagement, Jean-Paul Desbiens nous laisse en héritage le témoignage d'une vie guidée par des principes choisis. Puisse-t-il continuer à nous inspirer dans la conduite de nos propres vies.

Jacques Boisvert  
Professeur et chercheur  
Saint-Bruno de Montarville, le 26 juillet

#### Le Liban n'est pas à genoux tout seul...

Mon cher Wadji,  
C'est du fond de mon cœur que je t'écris pour oser prétendre qu'il y aura toujours «assez de mots pour dire...». Pour dire que les Libanais ne sont pas seuls puisque nous les aimons, même si la communauté internationale se détourne carrément de son obligation de trouver une issue à cette crise; pour dire que M. Siniora mérite notre admiration et notre respect puisqu'il sait incarner avec élégance ce très jeune Liban démocratique, né en 2005, après je ne sais plus combien d'occupations depuis Nabuchodonosor II ou Alexandre le Grand jusqu'aux plus récentes incursions de Tsahal dans le sud du Liban, à Bint Jaïbail ou Sîr (Tyr); pour te dire enfin que tu n'es pas seul, toi non plus. Tu n'auras à basculer ni dans la «haine», ni dans la «folie».

Moi aussi, je marche depuis quelques jours à la recherche de mots pour te consoler, pour te dire que je suis avec toi à l'intérieur de ta douleur. Et je les ai trouvés, ces mots, dans la bouche d'un de tes frères en création: Gérard Godin. Et voici ce que ces mots-là disent avec candeur, simplicité et puissance: «La langue du cœur / en espagnol, on dit corazon / en grec, on dit gardia / en italien, on dit cuore / en français, on dit cœur / en anglais, on dit heart / en allemand, on dit herz / en portugais, on dit coração / en yiddish, on dit herts / Dans toutes les langues, on parle du cœur / la racine est le mot sanscrit Kerd / les humains ne parlent qu'une seule langue / quand ils laissent parler leur cœur [...]» Alors, voilà tout bonnement la tape amicale que je voulais te donner pour faire taire tes angoisses et toutes les armes du monde tout en laissant parler mon cœur.

Cela dit, j'aimerais finir avec une touche d'humour d'un écrivain libanais: «D'autres pays ont des ouragans, des volcans cracheurs de lave, des tsunamis, des tremblements de terre, des canicules. Nous, nous avons des voisins.» Cordialement.  
Jacques Nadeau  
Beleil, le 27 juillet 2006

#### Accès à l'information: le devoir de s'indigner

Nous avons assisté, ma collègue photographe et moi, à une conférence de presse tenue le 25 juillet par l'Union des tenanciers de bars du Québec (UTBQ) au Complexe Sky, un bar qui appartient au président de l'UTBQ, Peter Sergakis.

À notre arrivée, personne ne nous a demandé pour quel média nous travaillons, mais comme nous le suggère le guide de déontologie de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, nous effectuons notre travail «à visage découvert» et nous aurions répondu *Info-tabac*, comme c'est dans notre habitude de le faire.

Or, une fois la conférence terminée, une organisatrice nous a demandé de nous identifier et nous a signifié que nous n'étions pas les bienvenus à cet événement médiatique, et ce, même si «tous les médias d'information» y étaient convoqués.

Avant de nous montrer la porte, on nous a interdit l'accès aux intervenants, ce qui nous aurait permis de réaliser des entrevues individuelles et de rapporter l'information la plus exacte qui soit. Que dirait-on si des journalistes de *La Presse*, du *Devoir* ou du *Journal de Montréal* ou de tout autre média se voyaient barrer l'accès à une conférence sous prétexte que leurs derniers reportages sur un sujet ne satisfaisaient pas ses protagonistes?

M. Sergakis, vous qui «prônez» la tolérance des non-fumeurs à l'égard des fumeurs, que faites-vous de la tolérance à l'endroit des gens qui ne partagent peut-être pas toujours votre point de vue mais qui ont le droit, comme vous, de faire leur travail? Quoi que vous puissiez en penser, ce n'est pas en contrôlant l'information que vous gagnerez des sympathisants et que vous ferez taire vos opposants.

Josée Hamelin,  
Journaliste pour la revue *Info-tabac*  
Le 27 juillet 2006

### REVUE DE PRESSE

## Les impasses

#### Manon Cornéliier

Le débat autour de la crise au Moyen-Orient n'a pas ralenti dans le reste du pays. S'il est vrai qu'on retrouve davantage de supporters farouches d'Israël, de Stephen Harper et de George W. Bush dans les médias canadiens-anglais, en particulier dans le *National Post* qui fait carrément campagne en leur faveur, il serait faux de parler de consensus.

D'un côté de l'équation, on trouve donc le *Post*, David Frum et Jonathan Kay y ont défendu à la une la nécessité de laisser Israël «finir le travail», à savoir éradiquer le Hezbollah. Selon eux, imposer un cessez-le-feu maintenant équivaldrait à récompenser cette organisation pour son attaque initiale puisqu'on en reviendrait au *statu quo ante*. Pour le Hezbollah, ce serait l'occasion de se renforcer et de se préparer à une nouvelle agression contre Israël, à la demande ou non de l'Iran.

Le *Toronto Star*, qui a encore déploré le fait que le premier ministre Stephen Harper n'ait pas invité Israël à faire preuve de retenue, a concentré son attention, comme plusieurs autres, sur l'avenir du Canada sur la scène internationale. Pour le *Star*, le gouvernement Harper «semble davantage intéressé à flatter l'administration Bush, fortement impopulaire des deux côtés de la frontière, qu'à définir pour le Canada un rôle international vraiment significatif et indépendant. En effet, poursuit le quotidien, la voix autrefois bien distincte du Canada est de plus en plus difficile à distinguer de celle des États-Unis.» Selon le quotidien, il s'ensuit une érosion de la position traditionnelle d'honnête courtier entre la Maison-Blanche et les pays en désaccord avec les politiques américaines. [...] Évidemment, quand nos intérêts coïncident, il n'y a rien

de mal à ce que le Canada et les États-Unis aient des positions similaires sur des enjeux critiques [...]. Les Canadiens n'ont pas à être anti-américains pour être indépendants. [...] Mais beaucoup de Canadiens ne partagent pas les vues de Bush sur l'Afghanistan, le Moyen-Orient, le bois-d'œuvre ou Kyoto.» Le *Star* conclut «qu'il y a de bonnes raisons de craindre que s'étiole sous ce gouvernement l'appui traditionnel du Canada pour les Nations unies, le multilatéralisme, le maintien de la paix, le droit et les traités internationaux.» Le quotidien s'inquiète pour l'orientation future de l'aide au développement canadienne, pour la capacité du Canada à agir comme agent de changement et à donner voix à la justice sociale. Selon lui, c'est en jouant ces rôles et celui de gardien de la paix que le Canada sert les intérêts plus larges de Washington, pas l'inverse.

L'ancien ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, et l'ancien ambassadeur du Canada aux Nations unies au moment du déclenchement de la guerre en Irak, Paul Heinbecker, ont tous deux défendu une position similaire dans les pages du *Globe and Mail*. Ils s'inquiètent des effets à long terme des positions récentes de Harper sur la réputation et l'influence du Canada. Ils se préoccupent en particulier de son alignement sur les États-Unis, de son parti pris dans la crise libanaise et du fait qu'il ait jugé «mesurée» la réponse israélienne. Axworthy soutient que cela pourrait empêcher le Canada de contribuer à la recherche de la paix au Moyen-Orient. Heinbecker note pour sa part que le Canada n'a jamais été neutre mais que sa position a toujours été «équitable et fondée sur des principes». Une position consciente de la

complexité de la situation au Moyen-Orient, fait comprendre Heinbecker.

Le *Globe and Mail* n'a pas hésité à répliquer à M. Axworthy, notant que le Canada n'avait pratiquement rien fait pour faire avancer la paix dans cette région, son dernier geste marquant ayant été la contribution de Lester B. Pearson dans la résolution de la crise du canal de Suez. Le *Globe* soutient que la réputation supposément à risque du Canada n'existe que dans la tête de gens comme l'ancien ministre, que le rôle d'honnête courtier n'est qu'une illusion. Le quotidien, qui félicite encore Harper, associe la position d'Axworthy à une forme d'inacceptable neutralité. Le *Ottawa Citizen* note, de son côté, que l'image de gardien de la paix plaît aux Canadiens et a servi de justification à plusieurs gouvernements pour négliger les forces armées. Le maintien de la paix est un héritage important qui a permis de résoudre bien des crises. Mais ce n'est pas une panacée, note le *Citizen*. Parfois, il faut prendre parti, comme le Canada l'a fait au moment des deux grandes guerres et de la guerre de Corée.

#### Le partage de la tarte

Les premiers ministres provinciaux n'ont pu concocter une solution commune au déséquilibre fiscal, laissant ainsi le champ libre au gouvernement Harper. De toute façon, ce dernier aurait déjà une réponse en tête, écrivait le *Star* en début de semaine. Il envisagerait de plaire aux provinces moins nanties en augmentant la péréquation d'environ 1 milliard par année, aux provinces plus riches en diminuant à nouveau les taxes personnelles et à l'Ontario en ac-

croissant les transferts en espèces pour l'éducation post-secondaire. Mais les sources du *Star* tenaient à limiter les attentes. Ottawa n'a pas 10 à 20 milliards de plus à mettre sur la table chaque année, ont-elles averti. Cette proposition doit être dévoilée cet automne et mise en œuvre dans le cadre du prochain budget. Elle devrait aussi maintenir les accords parallèles conclus par les libéraux avec Terre-Neuve-et-Labrador et la Nouvelle-Écosse.

#### Une absence à souligner

Harper a décidé d'imiter Jean Chrétien et de bouder à son tour la conférence internationale sur le VIH/sida, qui aura lieu à Toronto à la mi-août et où on attend 25 000 personnes, dont Bill Gates et Bill Clinton. Les organisateurs craignent que l'absence de Harper dissuade d'autres chefs d'État et de gouvernement d'y assister, rappelle le *Toronto Star*.

#### L'été pour tout le monde

Vous avez chaud? Les habitants de l'Arctique québécois aussi, après avoir connu des températures approchant 31 degrés en mai et juin de l'an dernier. Jusqu'à récemment, personne n'aurait envisagé s'armer d'un appareil de climatisation, les tarifs d'électricité étant particulièrement élevés, mais récemment Hydro-Québec a accepté de diminuer ses tarifs commerciaux afin de permettre l'usage de climatiseurs dans les bureaux, écoles et hôpitaux, selon une dépêche de la Canadian Press, parue dans le *Toronto Star*. Le conseil de Kuujuaq a alors acheté dix appareils pour ses bureaux et le centre de conférence, mais à l'environnement Canada, on se demande si les quelques bouffées de chaleur justifient vraiment un tel achat.  
mcornellier@ledevoir.com

#### La presse



#### du Canada

## IDÉES



Soldats israéliens assistant hier à l'enterrement d'un des leurs tué mercredi au Liban: «Le soldat israélien, au péril de sa vie, préserve nos libertés.»

GIL COHEN MAGEN REUTERS

Israël et le Québec

## La bêtise de nos élites

JEAN RENAUD

Directeur de la rédaction, revue Égards

Les réactions actuelles, au Québec, envers la guerre entre le Hezbollah et Israël sont pleines de leçons. Nos défauts nationaux s'y révèlent, comme sous un verre grossissant.

Ces dernières semaines, on aura célébré complaisamment les «valeurs québécoises». Tout le monde il est beau, tout le monde il est Québécois! Tout le monde? À quelques exceptions près, en particulier celles d'Israël et des États-Unis, puisque au nom de ces prétendues valeurs on s'est autorisé à vomir sur les Israéliens et sur les Américains.

Car ce vertuisme puéril à ses côtés sombres. Dieu-donné, l'homme du «Isra-Heil», est traité tel un demi-dieu chez nous (que le Québec branché en entier, Pierre Falardeau et Guy A. Lepage en tête, rie des blagues de ce sinistre antisémitisme est un signe accablant); Amin Khadir, l'un des chefs incontestés de la gauche québécoise, avoue, sans se gêner, ne pas écarter «la théorie voulant que les attentats du 11 septembre aient été le résultat d'un vaste complot» (La Presse du 7 juin 2006); et tandis que la haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, la Québécoise Louise Arbour, laisse entendre que les Israéliens sont des criminels de guerre, nos manifestants pro-Hezbollah pratiquent, dans les rues de Montréal, d'odieuses amalgames. «Pire que les nazis», lisait-on sur une pancarte bilingue (en français et en arabe); «Israël a appris d'Hitler et l'élève a dépassé le maître», en disait une autre! [...]

## Dimension religieuse

Comment expliquer notre haine de l'État hébreu? Il y a une dimension religieuse. L'antisémitisme, ce crime contre la première personne de la Sainte Trinité,

s'enracine dans une erreur théologique. Beaucoup de catholiques, pratiquants ou non, sont imprégnés d'une espèce de marcionisme inconscient. Cela est très frappant dans le clergé actuel et chez les catholiques de gauche. Ils opposent, sans même toujours le savoir, l'Ancien Testament (considéré comme violent et belliste) au Nouveau (qui serait doux et pacifiste).

Un reniement du Père est au cœur du mal québécois et le rejet de l'Ancien Testament ainsi que l'aversion envers Israël symbolisent cette haine du père, fondatrice de la société matriarcale québécoise née bien avant la Révolution tranquille, mais confortée par elle. Les grands médias témoignent éloquentement de l'interminable puberté politique d'une nation parricide. Dans une candide lettre ouverte (Le Devoir du 22 juillet 2006), aussi enfantine qu'infantiliste, l'ex-premier ministre Bernard Landry a conjuré Stephen Harper de se «concentrer sur la paix et de laisser à d'autres les attitudes agressives et simplistes qui ne correspondent pas à la vision de la nation québécoise dans la recherche de l'harmonie universelle». Mais le comble de la naïveté fut peut-être atteint par André Boisclair, le chef du Parti québécois, qui, dans une lettre remplie de fautes d'orthographe et de syntaxe envoyée à une famille de Montréal terriblement éprouvée par la guerre, s'est empressé «d'ajouter [sa] voix au concert de ceux qui réclament une fin immédiate des hostilités» (sic).

«Les Québécois sont des gens de paix», soutient-il, après Landry et tant d'autres. Rien de plus sordide que la flatterie nationale. Non, ce n'est pas vrai, nous n'aimons pas la paix. Notre pacifisme est moins amour de la paix que haine de nous-mêmes, refus de notre identité occidentale et chrétienne.

Le pélagianisme politique québécois s'enracine davantage dans la détestation de la liberté et de ce qu'elle exige que dans l'amour de la paix. Ne pas croire au mal, ce n'est point s'en protéger! Nos pacifistes sont d'ores et déjà les fossoyeurs de nos libertés. La mentalité antiféministe et gauchisante québécoise forge en

définitive un outil idéal pour l'islamisme et ses sbires.

«L'harmonie universelle» de M. Landry, mantra défaitiste qui appelle sans le savoir l'instauration d'un État ami des terroristes et ennemi de la liberté, consiste précisément à se draper de bonnes intentions plutôt que de considérer la nature des choses et de scruter un réel indépendant de nous, susceptible de contredire nos sentiments et nos inclinations. Derrière l'angélisme exterminateur d'un Landry ou d'un Boisclair se dissimule un secret espoir, que l'on peut bien nommer, pour épater la galerie, volonté d'harmonie universelle, mais dont la nature véritable est ce désir inavoué d'esclavage propre aux sociétés désagrégées par l'anomie et par l'angoisse qui lui succède toujours.

Le Québec fusionnel attire la barbarie avec le sourire béat de victimes pas tout à fait innocentes. [...] Cette société matriarcale qui se croit immunisée contre la violence argue le contraire de ce qu'elle pense prévenir. Le bouclier du Québec, sa muraille de Chine, sa ligne Maginot, c'est-à-dire son aveuglement politique abyssal, peut le protéger de tout, sauf de la réalité. [...]

Israël est un rempart. Le soldat israélien, au péril de sa vie, préserve nos libertés. Ce petit État, qui n'est pas sans faute (je crois, avec Daniel Pipes et Guy Millière, qu'il a eu tort au cours de la dernière décennie de ne pas suffisamment se faire craindre par ses ennemis), défend avec héroïsme les principes éternels de la civilisation. Et nous, ne sommes-nous pas les enfants ingrats de Jérusalem? Le Québec appartient-il encore à l'Occident? [...]

En choisissant de facto le Hezbollah, l'élite québécoise, bêtifiée autant que béthifiée, s'est placée aux côtés des ennemis de la civilisation. Les Québécois, qui ne s'agenouillent plus devant Dieu, sont visiblement prêts à s'écraser devant les terroristes. Cette propension à inviter, à cajoler, à soutenir et à flatter les égorgeurs nous prépare, à moins d'un sérieux coup de barre que rien n'annonce, un avenir proprement désastreux. Nulle part en Amérique, un renouvellement des élites n'est plus urgent qu'au Québec.

## Adieu Liban!

des siècles. L'héritage de l'imam al-Sadr imprégnait alors la ville de Tyr, la plus méridionale du Liban, aujourd'hui coupée du monde. Elle abritait l'école que dirige encore sa sœur Rabab, où des filles de familles pauvres venues des villages du Sud peuvent s'instruire et maîtriser les techniques d'artisanat et d'économie familiale. Mais on trouvait là surtout la fierté de l'identité chiite qu'il a insufflé à une population démunie, méprisée et isolée, qui rassemble, aujourd'hui, près de la moitié des Libanais. Lui qui a disparu lors d'un voyage en Libye en 1978 affirmait: «Le Liban est trop petit pour être morcelé, trop grand pour être avalé.» Adieu Liban!

## À Nabatiyeh

Le centre-ville de Nabatiyeh n'est plus qu'un champ de ruines, d'immeubles à logements éventrés par les bombes israéliennes. Je ne verrai plus cette ville où la résistance du Hezbollah à l'occupation israélienne a commencé, le 16 octobre 1983. L'armée israélienne marchait alors sur Beyrouth, dans le cadre d'une autre opération «pour exciser le cancer du terrorisme». Elle cherchait à y extirper l'Organisation pour la libération de la Palestine pour ensuite créer une zone de sécurité.

L'entrée des Israéliens coïncidait ce jour-là avec la commémoration de l'Achoura, la fête chiite du martyr de l'imam Hussein, figure emblématique de la lutte contre l'injustice.

Excédés, les citadins en deuil lancèrent des pierres et renversèrent un camion militaire. Les Israéliens ouvrirent le feu, faisant deux morts et sept blessés. Ainsi débuta la longue guerre d'usure qui amena 17 ans plus tard à la retraite de l'occupant. Une défaite qu'il n'a jamais acceptée et pour laquelle il chercherait la revanche aujourd'hui.

Je ne verrai plus l'humble maison d'Ahmed Obeid, qui m'a accueilli chez lui à Nabatiyeh. Peut-être a-t-elle été détruite aussi.

M. Obeid, dont les yeux étaient marqués d'une tristesse profonde, a passé neuf ans de sa vie dans une prison israélienne. Il fut enlevé par le même commando qui s'est emparé de son oncle, le cheikh Abd al-Karim Obeid. Ce dernier est détenu depuis 20 ans en Israël sans que la «communauté internationale» s'en inquiète. Ce serait pour obtenir sa liberté, ainsi que celle des centaines de Libanais et des milliers de Palestiniens déte-

nus, que les combattants de la Résistance auraient capturé les deux soldats israéliens le 12 juillet. Adieu Liban!

## À Beyrouth

Du restaurant Fel-el-Khalifeh, à l'entrée du quartier Haret Hreik, au sud-est de Beyrouth, il ne me resterait que des souvenirs. Le quartier lui-même, qui grouillait de vie jour et nuit, n'existe plus: tout est ruines, décombres. De là, je parlais pour une entrevue avec le cheikh Hussein Fadlollah, le plus important clerc chiite du Liban. Celui qui, au début des années 1980, a échappé par miracle à un attentat à la bombe qui a tué 80 passants et détruit sa résidence. On croyait, à Washington et à Tel-Aviv, que le cheikh était le guide spirituel de Hezbollah, qu'il avait cautionné le rapt d'Américains. Par conséquent, il fallait le faire taire. Aucune enquête internationale n'a jamais été lancée pour trouver les coupables. À quelques coins de rue de là se situait une pâtisserie fréquentée par le personnel d'al-Manar TV, la voix du Hezbollah. Ses installations ont été détruites lors des premiers bombardements de Beyrouth, mais le poste continuait à diffuser. Certes, al-Manar dérangeait; sa version des faits et ses analyses ne cadrèrent pas avec la version officielle — lire: américano-israélienne — de l'actualité. Classé par les États-Unis cible «terroriste», on a signé son arrêt de mort; Israël s'en occupera. Ainsi, il n'y aura plus de mauvaises nouvelles. Adieu Liban!

## À Saïda

Je palpe de mes doigts un petit *tasbeeh* — le chapelet musulman — d'ambre foncé, dont la chaîne est en argent travaillé. Choisi par M. Nizar, pharmacien à Saïda, fin connaisseur en la matière, il fait resurgir mots et regards échangés, rires, pleurs: rien n'égale la complicité de deux grand-pères. Tous les jours il quitte son appartement sur la colline qui surplombe la ville pour gagner sa pharmacie, Place de l'Étoile. Les Israéliens l'avaient détruite lors de la première occupation; il l'a reconstruite. Tous les jours il y accueille ses amis, qui s'y arrêtent prendre une tasse de thé et parler de l'état du monde.

L'armée israélienne approche. Il pleut des bombes. Citoyen canadien, muni d'un passeport, il ne quittera pas sa ville natale. À chaque homme son heure de résister. À chaque homme son devoir d'honneur. Sa liberté.

Adieu Liban.

## Instaurer une guerre froide pour favoriser la paix au Proche-Orient

JULIEN TOURREILLE

Chercheur à l'Observatoire sur les missions de paix, de la chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Université du Québec à Montréal

Les opérations militaires d'envergure que mène Israël contre un État souverain — le Liban — sans risquer de subir un affrontement généralisé avec ses rivaux mettent en évidence les causes structurelles de l'instabilité du Proche-Orient. [...]

Quelle que soit leur logique, les tentatives de règlement du conflit israélo-palestinien, cœur de l'instabilité du Proche-Orient, ont toutes échoué. L'approche étapiste du processus d'Oslo s'est butée principalement à l'obstacle du statut de Jérusalem et de la question des réfugiés. L'implication directe du président Bill Clinton à la fin de son second mandat n'a pas permis de trouver un accord à l'arraché.

La «feuille de route» promue par les États-Unis, l'Union européenne, la Russie et l'ONU demeure lettre morte.

L'implication de la société civile avec «l'accord de Genève» reste sans effet. Même le règlement unilatéral tenté par Israël avec les retraits du Sud-Liban en 2000 et de Gaza à l'été 2005 n'a pas assuré la sécurité de l'État hébreu, qui subit toujours le harcèlement du Hezbollah et du Hamas.

## La force d'Israël

Dès lors, un cessez-le-feu immédiat et une intervention de l'ONU ne sauraient être des solutions efficaces, d'autant plus que la présence de Casques bleus dans le sud du Liban depuis le début des années 1980 n'a en rien empêché le déclenchement de la crise actuelle.

Pour reprendre la logique de Raymond Aron, si la paix est aujourd'hui improbable, il faut alors faire émerger les conditions qui rendront la guerre impossible. Pour cela, la communauté internationale doit s'engager à corriger l'inégale répartition des capacités militaires dans la région.

Ce déséquilibre, qui constitue un obstacle structurel majeur à la paix au Proche-Orient, n'est pas récent. Depuis la guerre de 1973, l'État hébreu bénéficie d'une totale supériorité militaire sur ses rivaux et, avec la disparition de l'URSS en 1991, les États arabes ont perdu un allié essentiel.

Or l'hégémonie militaire d'Israël n'est pas un gage de stabilité régionale, ni même de sécurité pour les Israéliens. Au contraire, elle a au moins eu deux conséquences fâcheuses. D'une part, l'absence de poste crédible n'incite pas Israël à faire preuve de modération dans son usage de la force armée. D'autre part, devant la puissance de Tsahal, les adversaires d'Israël n'ont guère d'autre choix que de recourir à des moyens non conventionnels (le terrorisme) pour promouvoir et défendre leurs intérêts.

## Des États viables garants de la sécurité

Que ce soit pour un futur État palestinien, pour le Liban et dans une certaine mesure la Syrie, la communauté internationale doit s'engager, dans la transparence, à les doter de moyens militaires leur permettant d'exercer pleinement leur souveraineté sur leurs territoires, de disposer du monopole de l'usage légitime de la violence et de constituer des interlocuteurs crédibles face à Israël.

Un tel rééquilibrage de la puissance militaire devra nécessairement s'accompagner de trois types de mesures complémentaires:

■ premièrement, il faudra intégrer les factions armées dans les forces gouvernementales;

■ deuxièmement, la communauté internationale devra continuer à clairement affirmer que le terrorisme est inacceptable et que tout protagoniste l'utilisant s'exposera aux conséquences les plus sévères;

■ troisièmement, il faudra inviter Israël à ne pas s'engager dans une course aux armements. Une réaffirmation des garanties de sécurité de la part de ses alliés en cas d'agression pourrait être ici nécessaire.

Rééquilibrer la distribution régionale des capacités militaires n'est pas une forme de promotion d'une guerre totale, mais bien une solution éprouvée pour doter le Proche-Orient des conditions structurelles favorisant une stabilité durable sur laquelle pourra se bâtir une paix véritable.

En effet, de 1945 à 1991, l'équilibre militaire entre l'URSS et les États-Unis a efficacement dissuadé les deux superpuissances de s'affronter directement sur le sol européen. La militarisation extrême de part et d'autre du 38<sup>e</sup> parallèle a permis d'éviter une seconde guerre de Corée.

Plus récemment et hors du contexte particulier de la guerre froide, l'acquisition concomitante de l'arme nucléaire par l'Inde et le Pakistan a nettement modéré les velléités conflictuelles entre ces deux rivaux.

Le désarmement des belligérants serait la solution idéale pour résoudre le conflit. Or, devant l'impasse et le drame que connaît actuellement le Proche-Orient, instaurer les conditions d'une guerre froide peut certes paraître paradoxal mais constitue une option réaliste.

## Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Laurence Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); José Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Mylen (justice et faits de société), Clairandree Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (communis Internet) Isabelle Paré (santé), Louise-Maudie Rioux Soucy (Culture); Pauline Gravel (santé); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Prévost (responsable des pages thématiques); Martin Ducloux, Michèle Malenfant et Christine Drummond (lecteurs), Renée Léo Guilmon et Serge Paquet (relateurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélar (théâtre et auteur Culture), Julie Carpentier (jeux), Paul Bennett (rapport culturels et culturels du week-end), Stéphane Balthazart (reporter), Paul Cauchon (média), Caroline Montpelli (livres), Odile Tremblay (cinéma), Frédérique Doyne (numéraire); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Bony (jeux), Philippe Papiou (numéraire), Eric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins (numéraire); à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (jeux internationaux et page Québec), Kathleen Levesque, Marilyne Hamelin (secrétaire à la rédaction); Marie-Pier Frappier, Alexandre Shields (romans); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Desrosiers, Rachel Rochefort (Ottawa), à Ottawa); Antoine Robitaille et Robert Desrosiers (correspondants parlementaires à Québec); Kathleen Levesque, Marilyne Hamelin (secrétaire à la rédaction); Marie-Pier Frappier, Alexandre Shields (romans); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Desrosiers, Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marilise Côté, Dave Cameron, Yan Hamel, Christiane Logan, Annelise Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Martine Riopelle, Micheline Rutland, Nadia Sebail, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire); LA PRODUCTION: Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filon, Yannick Morin, Nathalie Szeulian, Olivier Zaida; INFORMATIQUE: Yanick Martel (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Alexandre Gaudreau (coordonnateur à la promotion et à la sollicitation), Caroline Simard (responsable services à la clientèle, par internet), Manon Blanchette, Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc; L'ADMINISTRATION: François Bisson (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Faray, Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

S. Pentakton.	
Temps probable demain	
ENSOLEILLÉ	
Minimum .. .. .	84
Maximum .. .. .	90

# LE DEVOIR

La politique africaine de la morale traitée aussi même que les autres qu'il en soit dit. Le danger est imminent mais il est encore temps. Rien n'est perdu avec la paix. Tout peut être avec la guerre.

PIE XII — (1830)

VOL. XLIV — No 172 MONTREAL, LUNDI, 27 JUILLET 1953 Dix sous le numéro

27 juillet 1953

## L'armistice est enfin signé en Corée

### Signature survenue après deux ans de négociations

Cérémonie complétée en dix minutes, sans échanger un mot. — Le feu cessera ce soir et la commission de trêve commencera de siéger demain

(Par Robert Tuckman, de la Presse Associée)

Pan-Mun-Jom, 27. (P.A.) — Des généraux du commandement des Nations Unies et des armées rouges ont signé aujourd'hui un armistice de compromis qui met fin à trois ans de guerre acharnée en Corée. Ce n'est pas la paix, seulement une trêve un peu nerveuse.

Ils ont signé en dix minutes un document qui prit deux ans et dix-sept jours à s'élaborer. Ce document stipule une suspension d'armes à 10h. du soir lundi (9h. du matin, hae).

Ils avaient à peine complété leurs signatures que résonnèrent ces avis contradictoires, gros de conséquence:

Radio-Pékin a proclamé que les communistes ont remporté une "glorieuse victoire" et averti les troupes rouges de rester "toujours vigilantes et de se garder contre toute action agressive de la part de l'autre côté".

Le commandant de l'ONU, le général Mark Clark, de son côté, a averti ses troupes qu'il n'y aura pas "de retrait immédiat ou même prochain" de la Corée et il a affirmé que l'ONU reste de garde, "pour rappeler à l'ennemi et à ses émissaires que notre puissance appuie les garanties données par les Nations Unies de défendre la République de Corée contre tout agresseur".

Le président Syngman Rhee de la Corée du Sud a déclaré de nouveau sa conviction que l'armistice "sera le prélude à plus de guerre... plus de souffrance et de ruines... plus d'avance commu-

niste par la guerre et la subversion". Il a dit que la Corée du Sud ne troublera pas l'armistice durant un "temps limité", en attendant qu'une conférence politique s'efforce d'unifier la Corée et trace un plan de retrait pour les troupes chinoises au Nord.

Le commandant de la 8e armée américaine, le général Maxwell Taylor, note de son côté que l'armistice "n'est que la suspension des hostilités, ce qui peut être ou ne pas être un premier pas vers une paix permanente". [...]

#### En silence

[...] La courte cérémonie de la signature s'est déroulée dans le calme, à Pan-Mun-Jom, contrairement aux négociations antérieures, marquées de mots acerbes, d'exigences diverses de part et d'autre.

Sans se dire un mot, le lieutenant-général William Harrison, fils, et le gén. Nam Il ont signé pour les alliés et les communistes respectivement. La cérémonie s'est déroulée dans la hutte d'une seule pièce que les communistes ont érigée en vitesse pour la circonstance.

Les deux chefs de délégation se sont mis à signer les 18 documents nécessaires à peine une minute après l'heure fixée, soit 10h. du matin, et ils ont terminé à 10h. 11.

Ils se sont regardés un long moment après avoir terminé leur tâche. Nam Il se leva de la table et prit la porte du côté nord, Harrison, du côté sud. [...]

Le général Clark a signé neuf copies du document, trois heures

plus tard, au quartier général avancé des alliés, à Mounsan.

On a fait parvenir les neuf autres copies à la Corée du Nord, d'où elles doivent revenir avec la signature des commandants communistes, le gén. nord-coréen Kim Il Sung et le général chinois Peng Teh-huai.

Mardi matin, les communistes recevront les copies portant la signature du général Clark et le commandement des Nations Unies, les copies signées par les généraux Kim et Peng. Le général Clark doit apposer sa signature au bas des copies signées par les communistes, mardi, à Séoul, sans cérémonie.

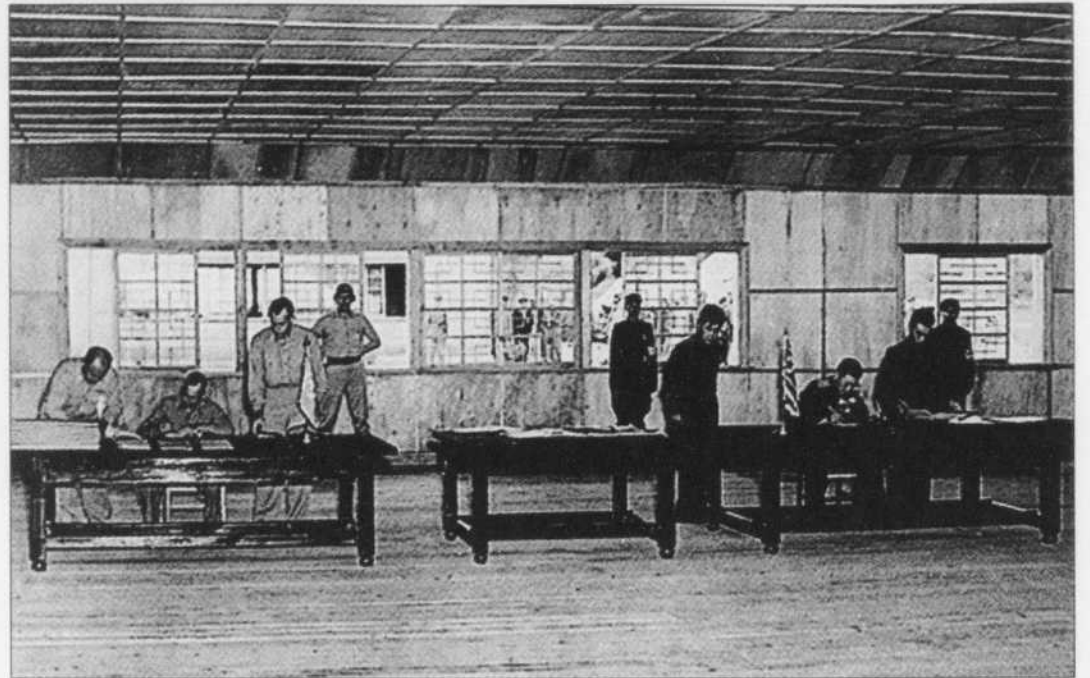
#### Émissaire de Rhee

Lors de la signature par le général Clark, on remarquait le brigadier-général Tchou Duk-tchin, délégué sud-coréen aux pourparlers de trêve, qui a commencé de saboter les entretiens en mai dernier, comme moyen de protester parce que la trêve laisserait son pays divisé.

Le général Tchou a expliqué qu'il était là comme observateur, à la demande expresse du président Rhee.

L'attention se concentre maintenant sur la commission militaire qui veillera au respect de la trêve et arbitrera les manquements. Les Alliés et les Rouges qui feront partie de cette commission militaire doivent se rencontrer pour la première fois demain à Pan-Mun-Jom.

La première grande tâche de l'armistice est l'échange des prisonniers. Il y a 14 Canadiens, 922 Britanniques, 3,313 Américains et environ 8,000 Sud-Coréens, plus



ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

La courte cérémonie de la signature de l'armistice, qui met fin à trois ans de guerre acharnée en Corée, s'est déroulée dans le calme, à Pan-Mun-Jom, contrairement aux négociations antérieures, marquées de mots acerbes, d'exigences diverses de part et d'autre. Sans se dire un mot, le lieutenant-général William Harrison, fils, et le général Nam Il ont signé pour les alliés et les communistes respectivement. La cérémonie s'est déroulée dans la hutte d'une seule pièce que les communistes ont érigée en vitesse pour la circonstance.

des gens d'une centaine d'autres nationalités aux mains des Rouges, tandis que le commandement de l'ONU détient encore 74,000 Nord-Coréens et Chinois.

L'échange des prisonniers qui consentent au rapatriement doit commencer dans une semaine ou moins.

Le commandement de l'ONU dit qu'environ 7,800 Nord-Coréens et 14,500 Chinois ont déclaré ne pas vouloir retourner à leur lieu d'origine et ils seront confiés à la garde d'une commission de 5 pays neutres présidée par l'Inde et comprenant aussi la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie et la Pologne. Des troupes indiennes monteront la garde autour de ces prisonniers dans la zone-tampon, pendant que des agents communistes tenteront de les convaincre

d'accepter le rapatriement.

Les Communistes ont annoncé qu'ils retourneront 300 prisonniers par jour, y compris les malades et les blessés. L'ONU élargira les siens au rythme de 2,400 hommes en santé et de 360 malades et blessés par jour.

#### Message de Clark

Le message du général Clark à toutes les troupes sous son commandement dit que la trêve signifie que "nos devoirs et nos responsabilités durant la période critique de l'armistice, loin d'être diminués, sont plus grands et plus intenses".

Il a donné l'avertissement que l'armistice vise "à permettre aux deux parties de chercher une solution au conflit par conférences politiques".

"... Je m'associe à vous et aux vôtres pour espérer que l'armistice sera en fait un pas vers la paix.

"Mais je dois, en même temps, dire clairement que, bien que le tonnerre des armes à feu se soit tu et qu'un silence tant désiré descende sur le champ de bataille, le conflit ne sera terminé qu'une fois que les gouvernements concernés auront conclu un solide règlement politique." [...]

Le président Rhee, qui fut avisé officiellement par le général Clark de la signature, une heure avant qu'elle n'ait lieu, n'a pas commenté davantage sa restriction quant au "temps limité" ou il observerait les conditions de l'armistice.

Auparavant, il avait menacé d'adopter ses propres solutions, si les Chinois n'évacuaient pas le nord du pays en dedans de six mois.

28 juillet 1953

## 2 Américains vus avec les trois chasseurs de Gaspé

Gaspé, 28. (P.C.) — On a révélé, hier soir, que deux Américains ont été vus dans la forêt de Gaspé en compagnie des trois chasseurs de la Pennsylvanie assassinés au cours d'une expédition de chasse.

M. Wilbert Coffin, un prospecteur âgé de 37 ans, a déclaré à une enquête du coroner que les chasseurs de la Pennsylvanie l'avaient présenté, le 10 juin, à deux Américains dont il ne se rappelle plus les noms. Les deux hommes voya-

geaient en jeep. Il a ajouté se souvenir que les plaques de licences portaient des chiffres de couleur orange sur fond noir. Les plaques de la Pennsylvanie, portent, cette année, des chiffres de couleur orange sur fond bleu foncé.

Le jury a délibéré durant 30 minutes et a annoncé dans son verdict que M. Richard Lindsey, 17 ans, de Hollidaysburg, Pennsylvanie, et M. Fred Claar, 20 ans, d'East Freedom, Pennsylvanie,

"avaient été tués par des balles tirées par un ou des inconnus".

Comme on n'a pas pu retrouver le torse et le crâne de M. Eugene Lindsey, 45 ans, père du jeune Richard, le jury a attribué sa mort à une cause inconnue.

L'enquête sur les circonstances bizarres qui ont entouré la mort des trois hommes a commencé hier après-midi. Elle fut par la suite ajournée pour permettre à la police de retracer M. Coffin. Celui-ci a déclaré qu'il était arrivé dans la région, dimanche soir pour examiner certains terrains de prospection sans savoir que l'enquête devait avoir lieu hier.

Le premier témoin entendu fut le Dr Jean-Marie Roussel, médecin-légiste de Montréal. Il a déclaré avoir les preuves que les jeunes Lindsey et Claar avaient succombé à des blessures de balles. Il a ajouté qu'il n'y avait aucun signe de violence sur les restes de M. Lindsey père.

M. Coffin a témoigné que les "deux Américains" lui furent présentés par les chasseurs comme étant "des amis des États". Il a dit que les deux hommes pouvaient avoir entre 35 et 40 ans.

27 juillet 1953

### Effondrement psychologique

Pour démontrer que le maintien à des conséquences mentales aussi bien que physiques, il suffit seulement de faire quelques pas les épaules tombantes, le dos courbé et en traînant les pieds — le fonctionnement de l'esprit s'en ressentira. Puis mettez-vous à marcher la tête haute, comme si la ville vous appartenait. Marchez d'un pas alerte et l'esprit, lui aussi, devient plus vif. Meilleure est la posture, meilleure est l'apparence. Il faut se tenir assis à son pupitre d'une manière convenable. S'asseoir en rond n'aide pas les organes internes. Cela provoque la fatigue et ce n'est pas un beau spectacle! Asséyez-vous droit, marchez de même, et le corps et l'esprit en seront plus alertes.

27 juillet 1953

## Félix Leclerc au "Café des artistes"

Félix Leclerc, récemment revenu de Paris, sera la grande vedette de la dernière émission du "Café des Artistes", ce soir, à CBFT, de 8 h. 30 à 9 h., dans un programme d'envergure entièrement consacré aux œuvres du poète et chansonnier canadien.

Son apparition, pour la première fois à la TV, marquera en même temps la fin de la présente série du "Café des Artistes", qui sera remplacée subseqüemment par "Les Jeunes Années".

L'un des hauts points du spectacle, ce soir, sera la création par Leclerc d'une chanson nouvelle et inédite, "Danse Paysanne", mimée et dansée par un groupe sous la direction de Marc Beaudet. La vedette chantera également quelques-uns des refrains qui l'ont rendu célèbre, tels que "Bozo", "Le P'tit Bonheur" et "Moi, mes Souliers", qui lui a valu le Grand Prix du Disque en 1951; on l'entendra aussi

dans "Hymne au Soleil", la dernière chanson qu'il écrivit avant son départ pour la France.

Un autre numéro de danse au programme sera "La Gigue", avec Marc Beaudet et Paula Dunning. Un dessin animé fantaisiste viendra illustrer les amusantes péripéties du "P'tit Train du Nord". Enfin, l'un des textes de revue les plus divertissants de Félix

Leclerc, "Le Passant Charitable", sera interprété par Juliette Huot, Julien Lippé et Denis Drouin, qui agira également comme maître de cérémonies à cette émission réalisée par Jean-Yves Bigras.

Le programme mettra aussi en vedette Guy Hoffman, Paul Berval et Gilles Pellerin. Les arrangements d'orchestre ont été préparés et seront dirigés par Henry Matthews.

25 juillet 1953

### Le boulevard Leduc portera le nom de boul. Henri-Bourassa

Le conseil municipal de Montréal-Nord a décidé de donner le nom de boulevard Henri-Bourassa au boulevard Leduc. On considère que le boulevard Leduc constitue le prolongement dans

Montréal-Nord du boulevard Henri-Bourassa.

La ville de Montréal a donné récemment l'appellation de boulevard Henri-Bourassa à la rue Kelly et à la rue Perras, dans le nord de la ville.

25 juillet 1953

## "Chu tu riche ou ben chu tu pauvre?"

Cher monsieur le journaliste,

"Moi chu t'un cultivateur. J'voulais pas vous écrire. C'est ma femme qui m'a dit de vous écrire. A m'a dit que c'est certain que vous pourriez me répondre.

"Moi j'connais pas grand-chose. Y'a ben mes vaches que je connais, pi ma terre; j'peux dire aussi quand qu'y va faire beau pi quand qu'y va mouiller. Mais la finance j'connais pas ça. Je vas dire comme on dit, c'est pas ma hache.

"Ce que je voudrais savoir, si vous voulez être assez bon, c'est si chu riche, ou ben si chu pauvre.

"L'an passé on a eu des élections provinciales. C'est Duplessis qui se présentait. J'vous dit qu'y nous a parlé, Maurice. Y nous a dit que nous autres, les cultivateurs, on était plus riches que jamais. Depuis qu'y a pris le pouvoir c'est pas croyable tout ce qu'on a. Nos revenus ont augmenté de milliards de piasses, nos vaches ont pu de prix, nos terres ont doublé. C'est ben pas

ordinaire, — que j'me su dit, — d'être riche comme ça pi de pas le savoir. J'avais quasiment honte de moi.

"Quand chu revenu à la maison j'ai dit à ma vieille: On est riche. Duplessis vient de nous le prouver comme deux et deux font quatre.

"Remarquez ben qu'on n'a pas pu s'acheter rien de plus, mais au moins on avait la consolation de se dire qu'on était riches.

"Pi v'la que c'est pu vrai! Y'a des élections fédérales c'année. Les mêmes gars qui étaient pour Duplessis l'an passé sont pour Drew asteur. Y nous disent qu'on est misérable, nous autres les cultivateurs, que c'est à brailler. Riches, nous autres? Pantoute. Y nous prouvent c'année qu'on est pauvres aussi ben que Maurice nous prouvait qu'on était riches l'an passé.

"Y'en a un l'autre soir qui m'a quasiment fait pleurer en nous expliquant combien qu'on est pauvre, pi combien qu'on a per-

du de marchés d'exportation. "Chu revenu à la maison pi j'ai dit à ma femme: "On n'est pas riche; on est raide pauvre".

"Ben voyons, — qu'à m'a dit, — tu me disais toi-même y'a pas un an qu'on était riche.

"Ben oui, mais ceux qui nous disaient ça l'an passé nous disent qu'on est pauvre c'année. Y doivent pourtant le savoir.

"Qu'est-ce que vous en pensez? C'est pas que ça change grand-chose. Chaque mois j'dépense mon petit magot à la banque, ou j'le retire; c'est selon.

"Mais c'est pour savoir. Ça nous dérange pas beaucoup d'être riches ou pauvres, mais on voudrait le savoir une fois pour toutes. Autrement les gars qui nous parlent de ça vont finir par se chicaner entre eux autres, pi y vont dire que c'est de notre faute.

"Avec mes remerciements,

Un habitant, P.C.C.

Recherche et adaptation: Pierre Rousseau



PAR LES JOURS LES PLUS CHAUDS!

